MELCHIOR.fr

NOTE DE LECTURE : La dernière chance du capitalisme
Patrick Artus, Marie-Paule Virard

Laurent Braquet
Académie de Rouen

Dans cet ouvrage, Patrick Artus et Marie-Paule Virard dressent un constat implacable des défaillances de la forme néolibérale du capitalisme de notre temps : la colère monte face aux inégalités, au déclassement social, à la pauvreté, à la stagnation des salaires, au blocage de la mobilité sociale pour les jeunes, à l'exigence de rentabilité du capital qui déforme le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits, et au détriment de la juste part que peuvent espérer les travailleurs exaspérés par l'austérité salariale. Face aux ravages environnementaux qu'il produit, les jeunes générations se mobilisent et s'organisent. Les griefs ne manquent pas face à un système économique implacable avec les faibles et tourné vers l'obsession de la création de valeur pour l'actionnaire, et aujourd'hui parvenu à un « point de rupture » selon les auteurs : « notre modèle économique n'a sans doute jamais été aussi près d'être rattrapé par ses propres dérives ». Si « au début des années 1990, l'alliance du capitalisme occidental et de la démocratie libérale semblait être devenue un horizon indépassable », la « révolte anticapitaliste » gronde désormais, et pourrait fragiliser les fondements mêmes de nos régimes politiques libéraux. Le capitalisme néolibéral a déroulé son récit élitaire, marqué par l'enrichissement phénoménal d'une minorité, mais il a sapé progressivement l'assise populaire qui faisait sa légitimité aux yeux du plus grand nombre.

Un capitalisme élitaire et inefficace

Notre modèle économique est-il en mesure de fabriquer de la croissance et du bien-être pour le plus grand nombre ? Les auteurs répondent par la négative : la croissance potentielle du monde n'en finit plus de s'essouffler, puisque de 4,2% l'an dans les années 2000, elle est passée à 2,8% dans la décennie suivante et devrait continuer à glisser vers 2,3% en moyenne dans la décennie 2020 puis même à 2% dans la suivante. Le creusement des inégalités, entre les plus fortunés et les classes moyennes et populaires, ne s'accompagne pas d'un surcroît d'efficacité productive, loin s'en faut. Dans ces lignes, Patrick Artus et Marie-Paule Virard rendent hommage au grand livre de Milton Friedman, intitulé *Capitalisme et liberté*, publié en 1962, et selon lequel le capitalisme est l'unique moyen de bâtir une société libre. Si le capitalisme néolibéral devait libérer les énergies, favoriser la productivité, l'élévation des revenus et l'emploi, l'allocation optimale de l'épargne grâce à la libéralisation des flux de capitaux, force est de constater que depuis la révolution conservatrice de Thatcher/Reagan dans les années 1980, il n'a guère tenu ses promesses. Malgré un idéal de concurrence libre et atomistique, non seulement l'État n'a pas su empêcher la formation d'un capitalisme de rente et de monopoles sur les marchés, mais un déséquilibre profond s'est instauré en faveur des actionnaires, et au détriment des autres parties prenantes du système économique, au premier rang desquels les salariés.

Les trois béquilles du capitalisme néolibéral

Patrick Artus et Marie-Paule Virard soulignent la force historique du capitalisme qui est sa capacité d'adaptation et sa plasticité, et insistent sur les trois béquilles qui l'empêchent aujourd'hui de s'effondrer, et finalement de poursuivre sa quête de profits substantiels :

- L'endettement des ménages pour soutenir la demande globale à crédit ;
- L'endettement public pour financer les plans de relance budgétaires ;
- La monétisation des dettes publiques des banques centrales qui défendent la solvabilité des États ;

Patrick Artus et Marie-Paule Virard insistent sur ce changement radical (et fondamental) de doctrine monétaire : quelles que soit la situation conjoncturelle, la politique monétaire reste expansionniste tant que le taux de chômage n'est pas revenu à son niveau le plus bas possible, et d'autant plus que le taux d'inflation n'augmente pas. Mais si certains pensent que les déficits publics monétisés sont une potion magique, les auteurs notent que les bulles spéculatives qui en découlent font bel et bien des gagnants et des perdants et déclenchent des redistributions occultes dans l'économie : par exemple, elles poussent les prix de l'immobilier à la hausse, aggravent les inégalités de patrimoine, et freinent l'accès à la propriété du logement des jeunes générations déjà pénalisées par la segmentation du marché du travail (« derrière chaque bulle se cache une taxe sur la jeunesse »). La crise sanitaire va céder la place à un « monde d'après » …Mais où le capitalisme néolibéral risque bien de durcir ses attentes en matière de restauration des profits, de reconstitution des trésoreries, de maîtrise de l'endettement et d'optimisation des coûts par les destructions d'emplois et les délocalisations, dans un environnement toujours aussi concurrentiel pour les entreprises.

Un nouvel esprit du capitalisme européen ?

À plus long terme, pour bâtir un modèle de capitalisme plus inclusif et durable, Patrick Artus et Marie-Paule Virard proposent des pistes stimulantes : ils se prononcent en faveur d'une politique hardie de distribution du capital aux salariés, avec la constitution d'un véritable actionnariat salarié, afin de faire baisser le niveau d'exigence en termes de rentabilité du capital auquel sont soumises les grandes entreprises. Et qui permettrait d'ailleurs de renforcer l'indépendance de ces dernières face aux fonds d'investissement anglo-saxons. Enfin, ils appellent de leurs vœux une nouvelle philosophie d'économie politique, articulée autour d'un « ordolibéralisme moderne » en Europe, soit un capitalisme davantage partenarial en quête d'un certain équilibre entre les parties prenantes de l'entreprise (actionnaires, salariés, managers, etc.), et fondé sur une nouvelle alliance entre l'État et le marché. En acceptant certes une concurrence vivace et une liberté des échanges, mais avec des règles strictes contre les abus de position dominantes, et encadré par de solides protections sociales.

Ce nouvel esprit du capitalisme européen améliorerait la durabilité du système économique en préservant les grands équilibres macroéconomiques (monétaires et budgétaires) et en respectant l'environnement (en jouant sur les règles et les incitations avec une hausse du prix du CO2), afin d'optimiser la création de richesses et le bien-être individuel et collectif.